



PRÉVENIR LES CONFLITS

PRÉVENIR LES CONFLITS

La prévention des conflits et le développement durable et équitable sont des interventions indissociables qui se renforcent mutuellement. Pour prévenir les conflits, il faut faire face aux tensions et aux inégalités de distribution des ressources ou d'accès aux services et droits fondamentaux, susceptibles de créer la discorde ou de déclencher la violence. Lorsqu'ils sont confrontés à des défis économiques et sociaux, les groupes marginalisés risquent davantage de tomber sous le coup d'un cercle vicieux de frustration et de conflit.

Le programme VNU aide les communautés et les groupes défavorisés à identifier et à communiquer leurs besoins, et à développer leurs capacités afin d'améliorer leur situation. Ils motivent et responsabilisent individus et communautés pour qu'ils participent aux processus décisionnels qui influent sur leur vie, et qu'ils s'attachent à faire changer le comportement social qui aboutit à la violence.

Au Honduras, les volontaires VNU forment des animateurs de jeunes à l'organisation d'activités volontaires de loisirs qui éloignent les jeunes de la rue et les mettent à l'écart de la violence. C'est une approche similaire que poursuivent les volontaires VNU au Burkina Faso, améliorant les compétences et l'employabilité des jeunes marginalisés. En Croatie, les volontaires VNU prodiguent des services aux communautés marginalisées et responsabilisent les individus pour qu'ils deviennent volontaires afin d'aider les autres. En Inde, le programme VNU travaille avec les partenaires du développement pour soutenir les efforts de prévention des conflits par une approche du développement basée sur les droits.

L'Amérique latine éprouve le taux d'homicides juvéniles le plus élevé du monde. Cette tendance alarmante, particulièrement préoccupante en Amérique centrale, entrave depuis des décennies le développement de pays tels que le Honduras. Le phénomène des maras ou bandes de jeunes et la violence sexo-spécifique ne sont que deux des influences destructrices auxquelles les jeunes honduriens se trouvent confrontés. Cinq pour cent environ des jeunes hommes de 15 à 24 ans font partie d'un gang.

Cette situation a constitué le point d'entrée pour le programme VNU, qui conjointement avec le FNUAP, le PNUD, la FAO, l'OMS/OPS, l'UNICEF et les autorités locales mènent depuis 2006 un programme à l'appui de la sécurité humaine dans les municipalités honduriennes de Comayagua, Choluteca et Juticalpa.

Le programme, qui contribue à l'instauration d'une « culture de la paix » chez les jeunes menacés, bénéficie directement à 55 000 jeunes, dont la moitié de femmes. La participation des jeunes filles et jeunes femmes leur fait prendre conscience de l'impact de la violence sexo-spécifique et les incite à y faire face. Les volontaires VNU ont organisé des foires de la paix et des ateliers de formation des jeunes à l'encadrement, à l'organisation, à la prévention de la violence et à l'estime de soi. Ils ont aussi appuyé la création de groupes de jeunes volontaires pour organiser des activités dans leurs communautés. Ces groupes rassemblent maintenant en nombre croissant de jeunes volontaires et leur donnent le sentiment d'appartenir à leur communauté, ce qui améliore leur inclusion sociale et leur fait mieux comprendre la valeur de la coexistence pacifique.

« Yopi » (à droite), comme il aime s'appeler lui-même, est un ancien membre de gang, et l'un des responsables d'Art et Action au Honduras. Grâce à sa créativité et à sa ferme volonté, il a abandonné la violence et le crime, et il est aujourd'hui un responsable respecté du groupe artistique. Ici, il peint l'arme d'Adan Fuentes, un membre du groupe de peintures murales que Yopi dirige aujourd'hui. (Andrew Smith, 2009)

À la rencontre des volontaires

Renata Delgado-Schenk, volontaire VNU allemande assumant les fonctions d'officier chargée des droits de l'homme, travaille au Guatemala. Elle apporte son appui au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCHD) dans le renforcement de la capacité des institutions à s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme pour les questions liées au sexe.

Renata (à gauche) forme des officiers de police sur les procédures à suivre dans les affaires de violences à l'égard des femmes. En cas de violences domestiques, par exemple, les officiers de police apprennent à faire preuve de neutralité et de tact, en évitant d'aggraver par des interrogatoires répétés le traumatisme subi.

« Je permets aux femmes qui ont subi de telles violences traumatisantes de bénéficier d'une meilleure protection de la part des institutions », dit Renata. « Je suis convaincue que mon travail contribue à sensibiliser les policiers à la violence sexo-spécifique et à leur faire prendre conscience de leurs obligations dans les cas de crimes commis contre des femmes. »



Andy Ventura, naguère adolescent rebelle de Comayagua, a participé pendant une période de dix mois à différentes activités de formation. Il trouve que cette expérience l'a bien fait changer. « J'ai eu la possibilité de devenir moi-même volontaire et d'aider des amis à quitter des groupes anti-sociaux, et je les ai formés à l'encadrement. J'aspire à ce que le Honduras soit un pays où règne la culture de la paix, et j'y contribue. »

Pauvreté chronique, chômage et exclusion sociale peuvent renforcer la propension d'une société à la violence. Lorsqu'ils se trouvent marginalisés ou frustrés par une situation apparemment sans espoir, les jeunes risquent tout particulièrement de sombrer dans la violence, la criminalité, la toxicomanie ou la prostitution. Au Burkina Faso, le programme VNU a mis en œuvre un projet en partenariat avec le gouvernement du pays, le Gouvernement du Luxembourg et des acteurs locaux. Le projet procure aux jeunes marginalisés de la région des Hauts Bassins des possibilités de formation et d'emploi en vue de pallier à leurs difficultés économiques et de réduire le potentiel de discordance sociale. Entre 2003 et 2008, ce sont 27 organisations de la société civile et sept agences nationales qui ont formé des jeunes et leur ont ouvert l'accès à des fonds de développement de micro-entreprises. Près de 400 jeunes marginalisés, parmi lesquels des jeunes sans abri et des orphelins, ont reçu une formation professionnelle qui leur a permis de trouver un emploi ou de lancer une affaire qui leur ont procuré une source tangible de revenus.

Fatoumata Ouattara a ainsi pu ouvrir un café grâce à ce projet. « Étant orpheline, je ne possédais rien et n'avais aucun moyen de gagner de l'argent. Grâce à ce projet, j'ai pu m'initier aux affaires et au marketing, et j'ai maintenant gagné suffisamment pour pouvoir développer mon café et y vendre des boissons gazeuses. Les volontaires m'ont aidée à maîtriser ma situation, et maintenant j'aide les autres en racontant mon histoire. »

Le projet se distinguait par sa formule « Jeunes pour jeunes », des jeunes faisant acte de volontariat pour partager connaissances et expériences avec leurs pairs et avec les communautés locales. Les jeunes ont produit le bulletin *Jeunesse en devenir*, ont participé à 40 programmes radiophoniques et ont été présentés dans un documentaire filmé sur leurs activités de formation et de développement de micro-entreprises.

Grâce au transfert de connaissances facilité par ce projet, le programme VNU a également contribué à la capacité de développement d'organisations partenaires de la société civile. Près de 90 pour cent des organisations partenaires ont maintenant des systèmes fiables de comptabilité financière et ont été formées à la gestion des micro-entreprises et aux technologies de l'information et de la communication. Près de 1 300 de leurs collaborateurs, dont un tiers de femmes, ont été formés à recueillir des données et à prodiguer un appui psychosocial.

Zoran Vasiljević (au centre) est volontaire VNU national dans la communauté rom de Croatie. Dans le cadre d'un partenariat du PNUD avec les autorités locales, il dirige des activités de formation et de socialisation pour les enfants après l'école, dans le centre communautaire rom de Caprasko Poljana. Ces activités visent à renforcer la cohésion sociale et à promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés et vulnérables par le volontariat. (Hrvoje Žučko, 2009)



Ukuri guca muziko ntigusha

La vérité ne craint pas le feu

Tout différents qu'ils soient, les pays dont l'histoire est marquée par un conflit voient souvent leur développement affronter des problèmes communs : communautés traumatisées, tissu social fragilisé, absence de services infrastructurels de base. Dix ans après la fin de la guerre civile en Croatie, ses conséquences persistent. Dans les communautés rurales pauvres et isolées des comtés de Sisak-Moslavina, Zadar et Lika-Senj, la population est composée pour une bonne part de rapatriés serbes et de réfugiés croates bosniaques, et comprend aussi des minorités roms. Ils sont marginalisés, n'ont guère accès aux services sociaux et aux soins de santé et subissent un important chômage. L'intolérance, l'apathie et la méfiance entre les groupes ont entravé la cohésion sociale et faute d'y remédier, elles pourraient être de nature à raviver le conflit.

Le programme VNU et le PNUD coopèrent pour renforcer le développement local, la cohésion sociale et l'inclusion des groupes vulnérables par le volontariat, notamment : les chômeurs, les malades et les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes et les enfants, les femmes, les Roms. Ils ont agi en partenariat avec les ministères, les autorités locales, la Fondation nationale pour le développement de la société civile, le Centre du volontariat de Zagreb et le centre rom local.

Huit volontaires VNU nationaux sont issus des groupes cibles marginalisés. Ayant fait eux-mêmes l'expérience des situations conflictuelles et post-conflictuelles, ils ont fait

preuve d'une profonde compréhension des difficultés auxquelles se trouvent confrontées les communautés reculées et pauvres et les groupes minoritaires. Les volontaires VNU ont mobilisé leurs communautés respectives pour surmonter les différences et s'attaquer aux problèmes en facilitant la communication entre les communautés, les prestataires de services et les autorités locales. Ils ont aussi assumé un rôle de modèles, prodiguant des services sociaux et renforçant la capacité des centres communautaires. Leur contribution a amélioré l'accès à la fourniture de services sociaux, réduit l'exclusion sociale et renforcé l'appropriation et le volontariat communautaire.

Zoran Vasiljević, volontaire VNU national appartenant à la communauté rom, aide les enfants d'âge préscolaire et scolaire dans un centre communautaire rom, assurant cours de soutien et activités d'apprentissage à la sortie de l'école. « Le volontariat m'a donné la force de faire changer la situation dans ma communauté. J'aide les enfants à se préparer à l'école et à surmonter les barrières linguistiques. Leur enthousiasme et leur énergie sont contagieux, et j'aime tant travailler avec eux que je veux maintenant devenir enseignant. »

Les volontaires VNU aident au Kosovo à améliorer la gouvernance et à consolider l'État de droit. Une bonne partie de l'action qu'ils mènent auprès de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) consiste à mettre les communautés en mesure de résoudre leurs différends par le dialogue, à développer les capacités des



Andréa Ramde (à droite) travaille pour le Programme National de Volontariat au Burkina Faso (PNVB). Elle collabore avec une association de femmes dans le village de La Toden, à 130 kilomètres au nord de Ouagadougou, et aide les femmes comme Marie Thérèse Kombelemsigri (à gauche) à obtenir un micro-crédit. (Kerstin Gossé/PNUD/programme VNU, 2009)

Iminwe iryoha inyuranye

Vos mains sont des cadeaux

institutions démocratiques, à faciliter les retours durables et à sauvegarder les droits des communautés et de leurs membres.

Muhammad Bashir, volontaire VNU pakistanais assumant les fonctions d'officier chargé des affaires civiles, travaille à Mitrovica, dans le Nord du Kosovo. « Le programme VNU encourage les gens à participer à des activités volontaires de médiation et rétablit la confiance entre les communautés. Après des années de travail, nous avons atteint le point où les communautés locales ont acquis l'autonomie nécessaire pour prendre en charge elles-mêmes leurs besoins et leurs activités de développement. Et nous sommes à leurs côtés, nous leur prêtons main-forte dans la construction de leur avenir. »

Les volontaires VNU agissent auprès des enfants pour promouvoir un sentiment d'appartenance où les tensions ethniques n'aient pas de place. Ils mettent les enfants et les jeunes à même de discuter de leurs droits et de leurs aspirations futures, les sensibilisent aux conflits et aux problèmes de sécurité, leur font faire du sport et du camping pour qu'ils s'amuse ensemble et nouent des liens.

« Je suis à 7 000 kilomètres de chez moi, et je viens d'un pays qui lui aussi a connu un conflit », déclare Muhammad Bashir, qui a appris le serbo-croate pour son travail. « La communauté internationale n'inspire guère confiance, mais les gens voient que je ne suis pas ici pour mon profit personnel, mais pour les aider. Ils savent que mes efforts pour faciliter

la résolution pacifique de leurs problèmes sont impartiaux et sincères et contribuent à un avenir meilleur. »

Toute action de grande envergure menée pour améliorer le niveau de vie des populations doit impérativement faire appel aux acteurs locaux pour favoriser leur engagement et leur participation. Pour promouvoir le développement de régions pauvres de l'Inde, des projets miniers, industriels et d'irrigation ont été lancés dans l'État d'Orissa, qui compte d'importantes minorités tribales. Toutefois, l'effort fait pour améliorer les conditions de vie a entraîné d'amples déplacements des populations, qui se sont trouvées délogées et privées de leurs moyens de subsistance traditionnels. Cette situation a provoqué un mouvement croissant de protestation aboutissant à des tensions et des violences. Dans des villes comme Kashipur, Lanjigarh et Kalinganagar, des manifestations ont donné lieu entre des membres des communautés tribales concernées et les autorités à des heurts qui se sont soldés par plusieurs morts.

Le programme VNU a œuvré en partenariat avec le PNUD, le gouvernement d'Orissa et le ministère britannique du développement international à la réalisation du plan de réinstallation et de réhabilitation en Orissa, un plan unique en son genre élaboré en étroite concertation avec les populations affectées par les déplacements. Ce vaste plan standardisé, auquel ont également concouru la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, a présidé à l'élaboration

AUTONOMISATION DES FEMMES ET ÉGALITÉ

Le programme VNU s'emploie à intégrer l'égalité entre les sexes dans tous les aspects de la prévention, de la gestion des conflits, de la reconstruction et de la paix. Le programme VNU compte au total 55 volontaires VNU spécialistes du statut de la femme opérant dans 27 pays, contre trois seulement en 2004. Douze de ces volontaires travaillent au maintien de la paix et dans des opérations politiques spéciales, notamment au Soudan, au Népal, au Libéria et en République démocratique du Congo.

Les spécialistes du statut de la femme travaillent auprès des gouvernements et des organisations de la société civile sur la recherche et l'analyse des questions liées au sexe, sur l'autonomisation économique et la budgétisation sexo-spécifique, et sur les répercussions des conflits armés et de la violence fondée sur le sexe. Francis Bogie Boogere, volontaire VNU ougandais spécialiste de la violence sexo-spécifique, travaille auprès du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) au Burkina Faso. « En 2007, 33 pour cent des femmes interrogées indiquaient avoir connu des violences sexuelles au cours des douze mois précédents; 77 pour cent des jeunes filles avaient subi des mutilations génitales féminines [MGF] », dit-il. « Il est difficile de s'attaquer aux pratiques admises. Les femmes refusent souvent d'accepter pleinement l'intervention d'un homme, surtout lorsqu'il s'agit de questions culturellement teintées comme les MGF. Les hommes, y compris les chefs traditionnels, tendent à prendre plus au sérieux la santé des femmes et des jeunes filles lorsque c'est un homme qui soulève la question. »

Lorsqu'il est question de programmation touchant à la parité des sexes, il faut aussi veiller à ce que l'aide atteigne les femmes, réponde à leurs besoins et les autonomise. Au Ghana, le programme VNU collabore avec la Commission européenne, l'UNIFEM et l'Organisation internationale du travail (OIT) pour la réalisation d'un programme visant à l'égalité des sexes dans la mise en œuvre des aides; il fait l'objet d'actions pilotes dans douze pays du monde entier. Ce programme s'attache à poursuivre et analyser les objectifs d'égalité des sexes, parmi lesquels financement adéquat, systèmes de redevabilité, indicateurs prenant en compte les différences entre hommes et femmes et évaluations des progrès accomplis.

Nana Bemba Doreen Nti, volontaire VNU nationale ghanéenne spécialiste du statut de la femme à l'UNIFEM dit : « Ce programme parvient à mobiliser les médias et la société civile, leur faisant reconnaître qu'il est essentiel que les politiques, les stratégies et les ressources tiennent compte des différences entre les sexes pour que les besoins de développement humain des femmes et des jeunes filles ne soient pas ignorés. »

du plan national de réinstallation et de réhabilitation de 2007.

Les volontaires VNU ont mis les communautés à même de revendiquer une approche de la réinstallation et de la réhabilitation qui soit équitable et tienne compte des aspects liés au genre. Ils leur ont fait mieux comprendre leurs droits, leur ont prodigué des conseils et ont veillé à ce que leurs doléances soient entendues. Ils ont relevé les démarches novatrices, les enseignements et les bonnes pratiques, les communiquant aux autorités pour améliorer le processus de réinstallation. Les volontaires ont par ailleurs encouragé les personnes déplacées à constituer des comités villageois volontaires, les aidant à améliorer leurs compétences et à se prendre en main elles-mêmes.

Chakradhar Patra, qu'un projet d'irrigation a contraint à quitter son pays ancestral, est l'un de ces volontaires communautaires. Il aide maintenant les familles déplacées à s'installer ailleurs. « Je motive les personnes déplacées de ma région à faire un usage judicieux de

l'indemnisation et de l'aide à la réinstallation », explique-t-il. « Le programme de formation à la réinstallation et à la réhabilitation constitue une plate-forme qui m'a permis d'intervenir en tant que volontaire pour négocier avec le gouvernement et les responsables du projet de meilleures conditions pour nos voisins du village et d'ailleurs. » Les volontaires VNU continuent d'assumer une fonction de vigiles, veillant pour les bénéficiaires au contrôle et à la transparence et assurant la continuité du projet.